

LA CROIX

27/6/12 - 18 H 37 MIS À JOUR LE 27/6/12 - 18 H 41

0 réaction [Réagir](#)

- [Union Européenne](#)

Les centres de réflexion européens, des experts en faveur de l'intégration

Avec la crise des dettes, les centres de réflexion européens ont dopé leurs activités.

JASON REED / AFP

Centre de réflexion à Bruxelles, au cours duquel Robert Gates (à la tribune), secrétaire à la défense des états-Unis, intervenait sur le thème de la sécurité, en juin 2011. Des think tanks ont régulièrement lieu dans la capitale belge.

Ils travaillent sur divers scénarios de sortie de crise.

[Le coût d'un éclatement de la zone euro](#)

[Paris esquivé la relance de l'intégration prônée par Berlin](#)

[Pour ou contre une Europe plus intégrée](#)

[Mini-sommet européen alors que l'Espagne demande de l'aide pour ses banques](#)

Bruxelles est connue pour ses lobbyistes, moins pour ses centres de réflexion (« think tanks » en anglais). Leurs recherches inspirent largement les débats des dirigeants européens. *« Il n'y a pas beaucoup de centres de réflexion spécialisés dans les questions européennes qui plaident pour la dislocation ou le recul »,* souligne un bon connaisseur du secteur. *Mais il peut y avoir des désaccords sur les mesures à préconiser. »*

Une poignée fait référence à Bruxelles, à l'instar du European Policy Centre (EPC) présidé par l'universitaire et homme politique belge Philippe Maystadt. *« C'est certainement le plus favorable à l'intégration »*, estime son directeur d'études Josef Janning.

Pour l'EPC, le problème n'est pas de savoir s'il faut ou non créer des euro-obligations (en mutualisant les dettes publiques dans la zone euro), mais de réinstaurer la confiance entre les dix-sept pays dotés de la monnaie européenne. La solution ? Renforcer la surveillance économique et budgétaire de ces pays, à tel point que les dépenses annuelles ne devraient plus être décidées par chacun d'eux, mais collectivement à Bruxelles.

DÉVELOPPER SANS RÉVOLUTIONNER

Le Centre for European Policy Studies (CEPS) se veut plus pragmatique : *« Je vois tout l'intérêt d'une Union politique et fiscale »,* affirme son porte-parole Marco Incerti, *le problème est que ces questions sont sur la table depuis dix ans, et que la cacophonie et les logiques nationales dominant encore. »* Le CEPS préfère se concentrer sur des projets « plus techniques », comme l'union bancaire.

Établi en France, Notre Europe se démarque aussi du débat sur le « saut fédéral », dans un pays où le sujet est très sensible. Et fait valoir que la « fédération d'États-nations », concept forgé par son fondateur, Jacques Delors, est déjà une réalité, avec des institutions fédérales comme la Banque centrale européenne ou la Cour de justice de l'Union.

Il faut améliorer ce qui existe déjà, en créant des unions bancaire et budgétaire, « *mais contrairement à d'autres nous ne sommes pas sur une ligne qui consisterait à dire qu'il faut un saut fédéral ou les États-Unis d'Europe, avec une banque centrale prêteuse en dernier ressort* », explique Yves Bertoncini, secrétaire général.

SE (RE)CENTRER AUTOUR D'UN « NOYAU DUR »

Il y a aussi les partisans d'un « noyau dur ». Autour du tandem formé par la France et l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg ou encore l'Espagne, le Portugal et l'Italie doivent mener une politique budgétaire et fiscale commune, estime Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. « *Les autres viennent s'ils veulent* », précise-t-il. C'est ainsi que sont nés l'euro et l'espace Schengen, d'abord à quelques-uns.

Cette « Europe à deux vitesses » ne fait pas l'unanimité. En particulier outre-Manche. « *Quel sens pourrait avoir une Europe de la défense ou une Europe économique sans le Royaume-Uni, dont le rôle est essentiel sur le marché intérieur ?* », s'est récemment interrogé Charles Grant, directeur du Centre for European Reform, établi à Londres. Tout en reconnaissant que le Royaume-Uni s'éloigne de l'UE.

RESTITUER LE POUVOIR AUX ETATS

Il existe d'ailleurs des eurosceptiques parmi les think tanks. À Bruxelles, Open Europe est le plus prolix dans ce registre. En partie financé par l'industrie britannique, il veut « *rendre des pouvoirs européens aux États membres* ».

Très libéraux, New Direction, un autre institut bruxellois dont Margaret Thatcher est présidente d'honneur, et Europolis, à Berlin, proposent de créer le « *Guldenmark* », une devise parallèle à l'euro à réserver aux pays affichant un excédent budgétaire. Et de citer l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande, l'Autriche et le Luxembourg.

Quid de la Grèce ? Une sortie de ce pays est aussi à l'étude dans les centres de réflexion. « *Il y a de très fortes raisons économiques et politiques pour ne pas laisser cela se produire* », plaide toutefois Zsolt Darvas, de l'influent centre de réflexion économique Bruegel désormais présidé par Jean-Claude Trichet : « *La Grèce s'effondrerait et le chômage monterait en flèche.* »

NATHALIE VANDYSTADT *correspondante à Bruxelles*